



Unité des enseignants contre les mesures d'économie injustes du MENJE

Les trois syndicats APESS, FEDUSE et SEW/OGBL, réunis en Intersyndicale, s'opposent au principe même du coefficient réducteur tel qu'il a été proposé par le Ministre Meisch.

Cette mesure entraînerait une augmentation substantielle de la tâche de travail des enseignants engagés dans les classes terminales de l'Enseignement secondaire et de tous les régimes de l'Enseignement secondaire technique ainsi que des enseignants qui sont titulaires dans les classes où les élèves effectuent leur formation en milieu professionnel sous convention de stage. Elle conduirait forcément à une perte de qualité de l'enseignement à tous les niveaux.

L'Intersyndicale se dit prête à discuter d'une réorganisation des épreuves dans les classes terminales tant au niveau de l'ES que de l'EST tout en veillant au maintien de la qualité de l'enseignement.

Elle refuse par contre des mesures qui ont pour seul objectif de faire des économies sur le dos des enseignants et de la qualité de l'école publique.

Il est inadmissible pour les trois syndicats que les enseignants soient touchés de manière discriminatoire à trois reprises par les mesures d'économie lancées par le gouvernement : une première fois par celles qui s'appliquent à tous les citoyens, une deuxième fois par les mesures qui concernent les fonctionnaires et une troisième fois par des mesures d'austérité à leur seul égard.

Cela est d'autant plus révoltant que les enseignants ont été les seuls à avoir déjà contribué à alléger la situation financière de l'Etat en 2007, en acceptant des détériorations de leur carrière sans contreparties.

Ils constatent avec stupeur que le MENJE continue de créer de nouveaux postes au niveau de sa propre administration tout en demandant aux enseignants engagés devant leurs classes de faire des sacrifices.

Vu l'état actuel des échanges entre le MENJE et les syndicats et en raison de l'exaspération justifiée des enseignants, l'Intersyndicale rejette, dans son intégralité, à la fois les mesures d'économie et les mesures « compensatoires » proposées par le Ministre Claude Meisch.

L'Intersyndicale

- refuse la mise en place du coefficient réducteur pour sa visée anti-pédagogique et purement économique ;
- demande aux responsables du MENJE de réfléchir aux conséquences néfastes que leurs propositions, dictées par une logique purement financière, auront sur l'école publique ;
- se prononce contre toute nouvelle augmentation de la tâche des enseignants du secondaire et du secondaire technique, augmentation qui se fera au détriment de la qualité du travail avec les élèves ;
- invite tous les enseignants à se montrer solidaires, après l'action des comités des professeurs, avec les actions futures menées par l'Intersyndicale contre les mesures d'économie dans le domaine de l'Education nationale.

La tâche de l'enseignant n'est pas extensible à l'infini !

La politique d'austérité ne doit pas se faire au détriment de la qualité de l'enseignement et sur le dos de nos élèves !

Luxembourg, le 15 décembre 2014